

Que peut proposer l'Europe pour ne pas abandonner les plus démunis ?

Les ministres européens de l'agriculture ne sont pas parvenus, mardi 20 septembre, à trouver un accord sur la poursuite du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD).

JOHN THYS / AFP

Les ministres de l'agriculture belge et français, Sabine Laruelle et Bruno Le Maire avec Dacian Ciolos, commissaire européen à l'agriculture

Six pays – Allemagne, Danemark, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni, Suède – ont repoussé les solutions proposées par Bruxelles, après un arrêt de la justice européenne affirmant que ce programme ne relevait pas de la politique agricole commune, mais des politiques sociales nationales.

Sans décision urgente, ce programme risque de passer de 480 millions d'euros cette année à 113,5 millions en 2012. Nicolas Sarkozy a déclaré hier qu'il « était de la responsabilité de l'Europe » de trouver une solution.

Réaction de l'eurodéputé belge - socialiste -, Marc Tarabella.

Il est inacceptable d'envisager qu'on abandonne les plus démunis en pleine crise, que l'Europe décide de couper 75 à 80 % de l'aide alimentaire à 13 ou 14 millions de personnes, dont quatre millions en France et 224 000 familles en Belgique. On ne peut même pas imaginer de supprimer ces 387 millions d'euros pour ceux qui n'arrivent pas à manger à leur faim, alors qu'on débloque des milliards pour les banques ou pour colmater les brèches créées par les spéculateurs !

La solution est facile : on doit faire de l'humanitaire et pas du bête fonctionnaire. La seule chose que la Cour européenne de justice nous ait dite – et il faut suivre sa décision – est de faire passer ce budget de la politique agricole commune à un budget européen de cohésion sociale. Il nous faut donc inventer un article "cohésion sociale pour l'aide alimentaire" dans le budget 2012. Certains disent que ce n'est pas possible en se retranchant derrière leurs attitudes bureaucratiques à Bruxelles. Si l'on en reste là, on peut parier que, d'ici à cinq ans, la majorité des citoyens vont détester l'Europe.

LA FRANCE ET LA BELGIQUE ONT RAISON

Le commissaire européen à l'agriculture, le Roumain Dacian Ciolos, lui, a compris le problème. Mais il faut une solution dès 2012. C'est pourquoi le président de la Commission, José Manuel Barroso, doit taper du poing sur la table. Il en est à son deuxième mandat, il n'en espère pas un troisième, il pourrait donc montrer un peu plus de pugnacité à l'égard de certains États membres comme l'Allemagne, qui deviennent égoïstes.

La France et la Belgique exigent une décision politique en octobre. Ces pays ont raison ! Parce que, d'une part, la décision sur le budget européen pour 2012 interviendra alors au Parlement européen et que, d'autre part, les banques alimentaires et tout le secteur associatif et public qui s'occupent de la distribution de colis alimentaires ressentent les plus grands besoins en hiver. Bien sûr, il faudra pérenniser le programme à partir du prochain cadre budgétaire européen 2014-2020, comme l'a proposé la Commission. Mais c'est dès maintenant qu'il faut trouver la solution transitoire pour 2012-2013. »

Recueilli par Nathalie VANDYSTADT, à Bruxelles

LA CROIX 21 septembre 2011